

TRANSFERTS EST-SUD

Echanges éducatifs et formation de cadres africains en Union soviétique pendant les années soixante.

[*Outre-Mers. Revue d'histoire*, 1, January-June 2007, 83-106]

Les peuples, qui se sont libérés du joug étranger, sont à travers leur propre expérience convaincus qu'ils ne peuvent pas développer avec succès leur économie et leur culture sans leurs propres cadres nationaux. La formation de cadres spécialistes nationaux constitue une nécessité vitale pour la vie des peuples qui s'engagent dans une voie de développement indépendante.

Pour le peuple soviétique qui, sur une durée historiquement courte, a transformé son pays en grande puissance socialiste, comme sont proches et compréhensibles les efforts des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine visant à créer une économie nationale développée, d'avoir leurs propres ingénieurs, agronomes, médecins, savants, capables de contribuer significativement à l'affermissement et au développement de leurs états.¹

Au tournant des années cinquante, la décolonisation de l'Afrique suscitait l'euphorie au sein des mouvements politiques et des peuples africains en même temps qu'elle exposait les dirigeants des nouveaux états aux problèmes immédiats, voire impérieux, de l'ère postcoloniale. La fuite des cadres européens au lendemain des indépendances bouleversait l'administration étatique et les services publics, paralysait souvent le système d'enseignement, menaçant indéniablement tant la stabilité politique et sociale que tout projet de modernisation des pays africains. Le recrutement de volontaires africains et européens, ainsi que l'envoi de spécialistes provenant d'URSS et d'Europe de l'Est, soutinrent pour un temps le fonctionnement de l'appareil d'état en Guinée ou en Algérie. A long terme, la formation de cadres africains capables non seulement de prendre la succession des cadres européens mais de mener à bien l'œuvre de développement socio-économique qui consoliderait la souveraineté nationale s'imposait néanmoins comme une nécessité incontournable. Face à ce besoin, la plupart des états africains mirent en place un partenariat éducatif et scientifique, occasionnel ou stratégique, avec les pays socialistes. L'Union soviétique

¹ Discours de Nikita Khrouchtchev le jour de l'inauguration de l'Université de l'Amitié des Peuples à Moscou, le 17 novembre 1960. *SSSR i Strany Afriki, 1946-1962 gg. Dokumenty i materialy*, t. 2, Moscou, Gosudarstvennoe Izdatel'stvo Političeskoj Literatury, 1963, p. 83.

devint ainsi un partenaire déterminant pour l'Afrique postcoloniale ou comme de l'Afrique encore colonisée et le demeura tout au long de la Guerre froide Est-Ouest.

La formation de cadres africains en Union soviétique a en effet constitué un paramètre fondamental des relations soviéto-africaines telles qu'elles se sont développées de manière décisive pendant les années soixante. Aussi, essaierai-je dans cette contribution de replacer, en un premiers temps, l'évolution des échanges éducatifs et des relations culturelles soviéto-africaines dans le contexte historique de la décolonisation et de l'engagement de l'Union soviétique en faveur des pays afro-asiatiques, ce qui me permettra de soulever les enjeux politiques et idéologiques majeurs de cette coopération éducative et scientifique. J'évoquerai ensuite les formes que cette coopération a revêtues, tout en me focalisant sur la réception des étudiants ou stagiaires africains dans les universités et écoles techniques en Union soviétique. A travers leurs études, expériences et activisme, j'essaierai d'examiner l'évolution des idées politiques et les prises de position des étudiants eu égard à la politique soviétique, à la politique occidentale et à celle des états africains. Ce qui me mènera ultimement à dégager certaines conclusions quant à l'impact des études en Union soviétique sur la première génération africaine postcoloniale ainsi que sur l'apport global du partenariat soviéto-africain, tant pour les étudiants et le mouvement estudiantin que pour les états africains « souverains ».

1. Mouvement afro-asiatique, décolonisation et enjeux de la coopération soviéto-africaine

Le développement des relations culturelles et des échanges éducatifs entre l'Union soviétique et l'Afrique s'est amorcé pendant la période décisive qu'était la fin des années cinquante, alors même que l'hégémonie du monde occidental était virulemment contestée, que les frontières et les alliances internationales se trouvaient en pleine mutation et que le pouvoir politique, jusque là dominé par les bureaucraties métropolitaines, était sur le point de passer aux mains des élites politiques des états postcoloniaux. La conférence afro-asiatique de Bandung en avril 1955 devint le symbole de la volonté, sinon de la nécessité pour les peuples africains et asiatiques de coordonner leur combat politique pour l'autodétermination et la souveraineté nationale, tout du moins de travailler en vue d'une coopération économique et culturelle plus étroite. L'Union soviétique, absente à Bandung, ne cacha pas son intention de devenir un participant actif et d'exercer une influence politique et idéologique sur le mouvement afro-asiatique. L'intervention soviétique en faveur de l'Egypte lors de la crise de Suez en novembre 1956 témoignait à cet égard du volontarisme mis en œuvre par l'URSS pour être reconnue par les pays afro-asiatiques comme un allié digne de confiance susceptible de soutenir leur politique anticolonialiste et antioccidentale et ce, malgré la farouche hostilité de ces pays vis-à-vis du communisme. Moscou pouvait alors proclamer qu'à côté du « *camp invincible des pays socialistes, guidé par l'Union soviétique* » se trouvaient, en deuxième place, « *les gouvernements nationalistes d'Asie et d'Afrique, qui maintiennent une position anti-impérialiste et constituent avec les pays socialistes une vaste zone de paix* ». ²

² Le mouvement ouvrier international occupait alors la troisième place dans cette nouvelle hiérarchie de la politique internationale soviétique. Ce schéma idéologique renversait l'ordre de la politique stalinienne, qui rejetait l'alliance entre l'URSS et les mouvements nationalistes, sous le prétexte que ces nationalistes étaient bourgeois et non pas prolétaires. Pour les détails du texte qui était rédigé par M. Souslov voir « *Sovmestnaja Deklaracija Soveščanija predstavitelej kommunističeskih i rabočih*

Après la crise de Suez et le triomphe de la politique de Nasser, l’Égypte avait de fortes raisons d’œuvrer pour l’intégration de l’URSS dans le mouvement afro-asiatique et, à l’instigation de Moscou, elle accueillit au Caire en décembre 1957 la première Conférence de solidarité afro-asiatique. La conférence aboutit à la fondation, le 1^{er} janvier 1958, de l’Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques, laquelle constituait une plateforme politique pour les états et les mouvements anticolonialistes et antioccidentaux. L’Union soviétique, qui occupait une place dans le Bureau permanent de l’Organisation, rentabilisait ainsi son soutien à Nasser lors de la crise de Suez et multipliait les possibilités d’exercer son influence politique et idéologique sur les pays asiatiques et africains.

Le rapprochement stratégique entre l’Égypte et l’Union soviétique sur la base d’intérêts et de visées politiques mutuelles ouvrait également de nouvelles voies pour la collaboration des deux pays dans les domaines scientifique, éducatif et culturel. L’Exposition soviétique permanente, établie au Caire depuis septembre 1955, profita de l’amélioration spectaculaire des relations soviéto-égyptiennes afin d’élargir sa propagande en faveur de l’URSS et organisa, entre autres, une exposition photographique sur la vie des étudiants en Union soviétique. Entre-temps, l’Égypte devint le premier pays du continent africain à signer un accord de coopération culturelle avec l’URSS en 1957 et un des premiers pays non communistes à envoyer des étudiants et doctorants dans les universités soviétiques. L’Union soviétique contribuait, quant à elle, de manière significative, à la fondation, en 1958, de l’Institut de pétrole de Suez avec l’envoi d’équipement et de professeurs soviétiques pour former sur place les jeunes spécialistes et chercheurs égyptiens.³

L’aide soviétique à la formation de cadres nationaux, qui venait consolider le rapprochement entre les deux pays, constituait ainsi une composante fondamentale de la nouvelle politique de l’URSS tant vis-à-vis de l’Égypte que vis-à-vis des autres pays non occidentaux qui tentaient une politique extérieure non-alignée et se déclaraient prêts à adopter une voie alternative de développement économique, social et culturel face au modèle occidental. Cette aide – notamment à travers la formation de cadres dans les établissements d’éducation soviétiques – était également proposée à un certain nombre de partis politiques socialistes ou marxiste-léninistes ainsi qu’à un vaste éventail d’organisations sociales qui se déclaraient solidaires du mouvement afro-asiatique et qui, à Moscou, étaient jugées comme « progressives », tels les comités de solidarité afro-asiatiques, les associations d’amitié avec l’URSS ou les organisations de jeunesse radicales. Enfin, à partir de 1960, les bourses d’études soviétiques s’adressaient directement aux jeunes des pays non occidentaux par le biais de l’Université de l’Amitié des Peuples (UDN) qui recrutait alors une partie de ses effectifs sur la base de demandes individuelles, tout en s’appuyant également sur les recommandations d’organisations soviétiques ou prosoviétiques.⁴

partij socialističeskih stran, podgotovlennaja KPSS i KPK », 10-11-1957, in A.A. Fursenko (ed.), *Presidium CK KPSS, Postanovlenija 1954-1964*, Moscou, ROSSPEN, 2006, t. 2, p. 723.

³ Sur l’Exposition permanente soviétique, voir Gosudarstvennyj Arhiv Rossijskoj Federacii (GARF), fond R-9576, Sojuz sovetskih obščestv družby i kul’turnoj svjazi s zarubežnymi stranami (SSOD), opis’ 12, delo 1, list 25. Sur l’Institut de Suez, voir « Otčet o rabote gruppy sovetskih specialistov v Sueckom neftjanom Institute (O.A.R.) za vtoroj semestr 1958-1959 učebnogo goda », V.I. Bondarenko, 13-7-59, GARF, f. R-9606, Ministerstvo vyššego i srednevo spečial’nogo obrazovanja (MVSSO), op. 1, d. 219, l. 7-12.

⁴ Laurent Coumel et Cristobal Dupouy, « L’Université Lumumba à Moscou dans les années 1960 : l’échec d’un pôle de contestation institutionnel », texte présenté à la journée d’études du groupe de recherche sur l’histoire périphérique, Paris, le 19 novembre 2004. Je remercie beaucoup les auteurs de m’avoir permis d’utiliser leur étude.

Conçue au moment crucial de la création du mouvement afro-asiatique, alors même que Nikita Khrouchtchev avait confiance en la croissance économique et en la suprématie scientifique de l'URSS, lesquelles étaient assurées par son modèle socialiste, l'aide soviétique à la formation de cadres nationaux était inséparable des visées de la politique extérieure de l'Union soviétique dans le contexte de la rivalité Est-Ouest et face à l'émergence de nouveaux pays qui transformait la scène politique internationale. Dans cette perspective, la décolonisation de la plus grande partie de l'Afrique offrait de nouvelles possibilités en même temps qu'elle soulevait de nouveaux défis pour la politique africaine de l'Union soviétique. Après une période de velléités, l'Union soviétique s'était elle-même résolument investie dans le continent africain afin de démanteler les relations « Nord-Sud » – relations entre ex-colonies et métropoles – et de leur substituer des relations « Est-Sud », ce qui visait à terme à détacher les pays africains de la tutelle occidentale et à les rattacher à la sphère d'influence du bloc soviétique.

Les échanges éducatifs et la formation de cadres africains en Union soviétique étaient destinés à jouer un rôle crucial dans l'effort de Moscou pour exporter le modèle du socialisme soviétique dans les états postcoloniaux. Sur le plan scientifique, les étudiants qui se consacraient à la philosophie marxiste, aux sciences sociales, économiques et politiques d'après le paradigme soviétique étaient censés, sinon adopter l'idéologie marxiste-léniniste, tout du moins devenir des spécialistes qui appliqueraient ensuite dans leurs domaines de spécialisation, qu'il concerne la planification économique ou les relations internationales, la théorie et les méthodes des sciences soviétiques. La formation des cadres avec le bagage théorique et méthodologique du « socialisme scientifique » constituait une condition *sine qua non* pour que les états africains postcoloniaux puissent ensuite adopter la voie de développement socialiste ou, comme on l'appelait à l'époque, non capitaliste (*nekapitalističeskij put' razvitija*). Le transfert du paradigme scientifique des sciences soviétiques à travers les spécialistes formés en URSS constituait, ce faisant, un des enjeux majeurs des échanges éducatifs entre l'Union soviétique et les pays africains.⁵

Sur le plan proprement idéologique, la réception des étudiants dans les universités soviétiques apparaissait comme une unique occasion de les convaincre des qualités du système socialiste et de leur insuffler l'idéologie marxiste-léniniste. C'est dans cet esprit que le Comité Central du PCUS donnait des directives concrètes, obligeant « *les organisations du Parti, du Komsomol, des syndicats et les directeurs des établissements supérieurs à s'occuper des études, de la formation et de la vie quotidienne des étudiants, des doctorants et des stagiaires, afin qu'ils deviennent non seulement des spécialistes hautement qualifiés mais aussi des personnes aux opinions progressives, de véritables amis de l'Union soviétique* ». ⁶ La volonté d'influer sur les

⁵ La création de liens permanents entre les nouvelles élites africaines et l'institution académique en URSS, à travers l'organisation de colloques et de séminaires, l'échange bibliographique et les contacts entre les spécialistes africains et les instituts de recherche en Union soviétique constituaient également des paramètres nécessaires pour l'encadrement et la réussite de la politique de formation des cadres. Concernant l'aspect théorique de ces liens entre les institutions académiques, les sciences sociales et le développement socio-économique, je renvoie à l' « Introduction » de Frederick Cooper and Randall Packard (ed.), in *International Development and the Social Sciences. Essays on the History and Politics of Knowledge*, Berkeley, University of California Press, 1997, p. 1-36.

⁶ « Postanovlenie ČK KPSS "O merah po ulučšeniju raboty sredi studentov, aspirantov i stažerov stran Azii, Afriki, Latinskoj Ameriki i nekotoryh stran Zapada, obučajuščihsja v vyšših učebnyh zavedenijah

convictions politiques des étudiants était explicite, sans entrer pour autant en contradiction avec les efforts constants pour former de très bons spécialistes, lesquels allaient ensuite par eux-mêmes témoigner de la supériorité du modèle soviétique et de son système d'enseignement.

2. Echanges éducatifs soviéto-africains, réactions et résistances

2.1. Formes de coopération et évolution de la formation des cadres africains en Union soviétique

Dans le but de briser la dépendance des pays africains à l'égard de l'Occident capitaliste, de promouvoir le partenariat Est-Sud et de persuader les nouveaux états et leurs peuples des avantages d'une telle coopération éducative et scientifique, voire politique, avec les pays socialistes, l'Union soviétique mit en place un grand éventail de programmes de coopération éducative avec les pays africains. Les pays africains pouvaient à travers eux former des ingénieurs, du personnel médical, des officiers et spécialistes de l'armée, mais aussi des économistes, politologues et philologues. La grande majorité de ces cadres et spécialistes était formée dans les universités et écoles techniques de plusieurs républiques soviétiques grâce aux bourses accordées par l'état et les organisations soviétiques.

Les états africains tirèrent également profit de l'envoi de professeurs soviétiques dans les universités ou écoles techniques africaines, ainsi que dans les instituts et autres établissements qui avaient été fondés avec le soutien matériel de l'URSS et dont les cours étaient assurés, pour la plupart, par des enseignants soviétiques. C'était le cas de l'Institut de pétrole de Suez, coopération pilote créée lors du rapprochement politique entre l'URSS et l'Égypte. Un des exemples les plus caractéristiques de ce type de coopération fut sans aucun doute le Centre africain du pétrole et du textile fondé à Alger en 1964, symbole du soutien de Moscou à la politique indépendante de Ben Bella et de la contribution soviétique au développement de l'économie nationale algérienne. Vers la fin des années soixante, le Centre accueillait environ mille étudiants par an et proposait diverses formations assurées par quelques deux cents spécialistes soviétiques. Un travail non négligeable était aussi accompli, dans le même temps, à travers des expositions de photos, des séances de cinéma ou de films documentaires et des conférences, pour la diffusion des images que la propagande soviétique destinait au public algérien.⁷

Parmi les cadres formés en Union soviétique, ceux qui étaient destinés à une carrière politique au sein des états et des partis africains prosoviétiques, ainsi que les activistes des organisations syndicales ou des organisations de jeunesse constituaient

SSSR», 3-11-1960 g., soveršeno sekretno », A.B. Davidson et S.V. Mazov, *Rossia i Afrika. Dokumenty i materialy XVIII v. – 1960 g.*, Moscou, IVI RAN, 1999, t. 2, p. 326.

⁷ « O sostojanii i o perspektivah razvitija kul'turnih i naučnih svjazej meždu SSSR i Alžirom », 26-3-1965, P. Kostjagin, sovetnik po kul'ture, GARF, f. R-9518, Gosudarstvennyj Komitet po kul'turnim svjazjam s zarubežnymi stranami (GKKS), op. 1, d. 490, 109-130, l. 115. Voir aussi « Spravka o vypolnenii Ministerstvom vyššego i srednego special'nogo obrazovanija SSSR plana kul'turnih i naučnih svjazej s zarubežnymi stranami za 1967 god », načal'nik Upravlenija vnešnih snošenii, L. Bažanov, GARF, f. R-9606, op. 1, d. 3008, l. 76-81.

une catégorie à part. L'instance la plus spécialisée pour ce type de formation était l'Institut de sciences sociales auprès du Comité Central du PCUS. Fondé en 1962, l'Institut s'adressait exclusivement aux cadres des partis étrangers, dont certains continuaient ensuite leur carrière en enseignant à côté des professeurs soviétiques dans les écoles idéologiques des partis africains, tels le fameux Institut idéologique de Winneba fondé par Kwame Nkrumah au Ghana ou l'Institut Patrice Lumumba fondé au Kenya par Jomo Kenyatta et Oginga Odinga.⁸ En octobre 1961, le Conseil central des syndicats soviétiques inaugura des cours spéciaux pour la formation de syndicalistes africains, asiatiques et latinoaméricains en recrutant ses élèves presque exclusivement parmi les organisations syndicales d'opposition. Enfin, l'Ecole centrale du Komsomol s'engagea également à la formation d'activistes pour les organisations de jeunesse radicales. L'Ecole, qui recrutait de plus en plus de jeunes Africains, comptait en 1966-1967, parmi ses 300 auditeurs étrangers, 123 auditeurs africains.⁹

Parmi ces activistes, quelques uns continuaient ensuite leur parcours en intégrant une université ou une école technique. C'était là par ailleurs que l'état soviétique investissait la plus grande partie de ses efforts afin de construire son partenariat avec les pays africains. La formation de cadres scientifiques fut la forme de coopération éducative soviéto-africaine la plus importante. Depuis l'inauguration de cette politique par Nikita Khrouchtchev, le nombre d'étudiants africains dans les universités et les écoles techniques en Union soviétique ne cessa d'augmenter. Les tableaux qui suivent nous donnent une image, certes fragmentaire, mais assez représentative de l'évolution quantitative des étudiants africains, ainsi que de leur répartition d'après des critères géographiques ou leur « situation coloniale ».

⁸ Ce transfert de connaissances avait par ailleurs sérieusement inquiété les diplomates britanniques, lesquels observaient attentivement les deux instituts. Voir un exposé confidentiel rédigé par Information Research Department, Foreign Office, 22-5-1965. Public Record Office (PRO), Colonial Office (CO), 1027 555. Le fonds de l'Institut de sciences sociales se trouve à Rossijskij gosudarstvennyj arhiv social'no-političeskoj istorii (RGASPI), f. 585., mais il n'est malheureusement pas accessible aux chercheurs.

⁹ « Spravka o sostojanii svjazej profsojuzov SSSR s Profsojuzami Afrikanskih stran », 9-1-63, sekretno, Zav. Meždunarodnym otdelom VCSPS, B. Aver'janov, GARF, f. R-5451, op. 43, d. 1503, l. 13-19. Voir aussi un rapport du directeur de l'Ecole centrale du Komsomol V. Pogudin, à RGASPI, f. 3M, op. 5, d. 202, l. 17-20.

Tableau 1 : Etudiants, doctorants et stagiaires africains en URSS, 1960-1980.¹⁰

Année académique	TOTAL	Etudiants en université	Doctorants	Stagiaires	Etudiants en école technique	Nouveaux admis
1959-1960	611	251	170	0	0	190
1960-1961	925	-	-	-	-	-
1961-1962	1693	916	-	-	-	777
1962-1963	-	-	-	-	-	-
1963-1964	2787	-	-	-	-	-
1964-1965	3498	2114	160	23	260	941
1965-1966	4446	2780	202	25	455	984
1966-1967	5070	3170	238	35	625	1002
1967-1968	5441	3319	319	51	732	1020
1968-1969	5692	3527	335	60	761	1009
1969-1970	6007	3625	468	90	696	1128
1970-1971	5156	3704	404	50	588	410
1971-1972	-	-	-	-	-	-
1972-1973	6520	4031	582	71	542	1294
1973-1974	7078	4482	689	98	601	1208
1974-1975	6968	4553	596	53	710	1056
1975-1976	8450	4920	574	119	836	2001
1976-1977	10326	6178	674	153	766	2555
1977-1978	12101	7734	564	186	952	2665
1978-1979	13654	9066	629	186	1006	2767
1979-1980	15563	10027	612	243	1429	3252

¹⁰ La grande majorité des stagiaires faisait son stage dans les écoles techniques, tandis que les universités n'en accueillait qu'une minorité. La majorité écrasante de ceux qui arrivaient en URSS (catégorie «Nouveaux admis») étudiait pour une année dans une faculté préparatoire. Les données présentées dans ces deux tableaux sont calculées à partir des statistiques du Ministère de l'Education de l'URSS (MVSSO). L'imprécision des chiffres se rapportant aux premières années, ainsi que l'usage de certaines catégories statistiques prêtant à confusion, voire l'amalgame qui est fait entre certains pays, tels le Congo Brazzaville et le Zaïre (ex-Congo belge), ne permet pas d'éviter certaines erreurs. Sources: GARF, f. R-9606, op. 1. d. 521, 869, 1638, 1948, 2369, 2381, 2699, 3090, 3533, 3957, 4387, 5938, 6485, 6841, 7244, 7663, 8151, 8661 et 9122.

Tableau 2 : Répartition des étudiants africains en URSS, d'après des critères géographiques ou de « situation coloniale », 1960-1980.¹¹

Année académique	1 Maghreb	2 Afrique Nord-Est	3 Afrique occidentale, saharienne, sahélienne	4 Afrique centrale	5 Afrique orientale, Corne d'Afrique	6 Afrique lusophone	7 Afrique australe	TOTAL
1959-1960	42	415	103	16	35	0	0	611
1960-1961	77	437	289	45	72	2	3	925
1961-1962	142	524	630	137	230	12	18	1693
1962-1963	-	-	-	-	-	-	-	-
1963-1964	190	420	1152	200	672	93	60	2787
1964-1965	214	490	1291	282	1026	116	79	3498
1965-1966	-	-	-	-	-	-	-	4446
1966-1967	229	740	1730	578	1536	159	98	5070
1967-1968	329	803	1803	698	1584	127	97	5441
1968-1969	374	860	1957	770	1539	106	86	5692
1969-1970	539	1009	1963	817	1475	127	77	6007
1970-1971	573	858	1664	772	1181	51	57	5156
1971-1972	-	-	-	-	-	-	-	-
1972-1973	872	987	2005	1185	1286	116	69	6520
1973-1974	942	1109	2162	1293	1371	116	85	7078
1974-1975	944	904	2254	1241	1369	175	81	6968
1975-1976	1214	905	2871	1660	1441	233	126	8450
1976-1977	1250	974	3602	1923	2103	311	163	10326
1977-1978	1362	940	4283	2112	2705	498	201	12101
1978-1979	1620	924	4958	2125	3203	534	290	13654
1979-1980	1994	942	5428	2261	3855	727	356	15563

¹¹ Le critère de la « situation coloniale » correspond à la catégorie 6, à savoir à l'Afrique lusophone, que j'ai mise à part pour des raisons historiques, celle-ci constituant encore une colonie pendant la plus grande part de la période représentée ; les étudiants lusophones arrivaient en URSS illégalement en provenance de pays qui n'étaient pas encore libérés et ce, jusqu'en 1975. Plus analytiquement, les catégories correspondent aux pays suivants :

1. Maghreb : Algérie, Tunisie, Maroc et Sahara occidentale.
2. Afrique de Nord-Est: Egypte, Soudan, Libye.
3. Afrique occidentale, saharienne et sahélienne : Bénin, Ghana, Guinée, Gambie, Nigeria, Niger, Haute Volta, Sénégal, Togo, Côte d'Ivoire, Libéria, Sierra Léone, Mauritanie, Mali, Tchad.
4. Afrique centrale, Cameroun, République populaire du Congo, Zaïre, Zambie, République centrafricaine, Gabon, Rwanda, Burundi, Malawi, Guinée équatoriale, Sao Tomé et Príncipe.
5. Afrique orientale et Corne d'Afrique : Ethiopie, Somalie, Tanzanie, Kenya, Ouganda, Madagascar, Ile Maurice, Iles Comores, Réunion, Djibouti.
6. Afrique lusophone : Angola, Guinée Bissau, Cap vert, Mozambique.
7. Afrique australe : Afrique du Sud, Namibie, Botswana, Zimbabwe et Lesotho (ex-Basutoland).

2.2. La propagande occidentale contre la formation des cadres africains en URSS

Dès son commencement, la politique de formation des cadres africains en URSS a suscité la méfiance et provoqué les réactions antisoviétiques des pays occidentaux. L'expulsion en juin 1960 de l'étudiant ougandais Stanley Okullo, servit ainsi de prétexte à une vague de réactions : celui-ci figurait, d'après les autorités soviétiques, parmi les auteurs d'une lettre de protestation adressée à Nikita Khrouchtchev, qui fustigeait les attaques physiques et verbales que les étudiants africains subissaient en Union soviétique. L'incident attira immédiatement l'attention de la propagande occidentale. Le lendemain de son retour, de Moscou à Londres Stanley Okullo accordait un entretien dans le *Daily Express* où il dénonçait le racisme et la surveillance idéologique dans les universités soviétiques. Un autre étudiant africain, le nigérien Antony Okocha, qui avait séjourné à l'UDN, publiait en juin 1961 dans le journal anglais *Sunday Telegraph* une narration sensationnelle et imaginaire sous le titre «A Moscou on me préparait comme organisateur d'insurrection en Afrique», où il racontait l'entraînement militaire des étudiants étrangers destinés à organiser dans leurs pays des révolutions communistes.¹²

La propagande occidentale fut mobilisée non seulement dans la presse européenne, mais surtout en Afrique et visait à décourager des pays qui développaient leurs liens culturels et éducatifs avec l'Union soviétique. Un de ces pays était la Somalie, dont le premier ministre et leader du parti de gouvernement «Ligue de jeunes somaliens», Abdurashid Ali Shermark, était très favorable au développement des relations avec Moscou et les pays socialistes.¹³ Shermark s'était entretenu avec Khrouchtchev au Kremlin le 25 mai 1961 et son gouvernement signa ensuite avec le gouvernement soviétique une série d'accords de coopération économique, technique, commerciale ainsi qu'un accord de coopération culturelle. Ce dernier prévoyait, entre autres, l'envoi d'étudiants somaliens en Union soviétique et encourageait la coopération «entre les organisations non gouvernementales des deux pays».¹⁴

La visite de Shermak à Moscou et la signature de ces accords coïncidèrent cependant avec l'expulsion de sept étudiants somaliens de l'Université d'état de Moscou, événement qui ne passa pas inaperçu pour les observateurs occidentaux. Comme le rapportait l'ambassadeur soviétique de Mogadiscio : «*en ce moment les Occidentaux continuent à utiliser les sept étudiants somaliens exclus de MGU afin d'introduire la propagande antisoviétique tant dans la République somalienne qu'à l'étranger. En particulier, une brochure éditée en langue italienne sous le titre "Les communistes parlent... les Africains répliquent. Dix vérités sur l'Université de l'Amitié des Peuples à Moscou"*» est largement diffusée à Mogadiscio.¹⁵

L'impact de la propagande occidentale sur le gouvernement somalien était ambigu. Néanmoins, deux mois après l'événement, l'ambassade soviétique recevait un aide-mémoire du Ministère des affaires étrangères de Somalie, par le biais duquel

¹² Sergej V. Mazov, «Afrikanskije studenty v Moskve v god Afriki (po arhivnym materialam)», *Vostok*, v. 3, 1999, p. 89-103.

¹³ «Harakteristika Abdurašid Ali Šermarka», sekretno et «Spravka. Respublika Somalii», préparées par le Ministère des Affaires Etrangères de l'URSS (MID SSSR), Rossijskij Gosudarstvennyj Arhiv Novejšej Istorii (RGANI), f. 5, op. 30, d. 365, l. 89-91 et 92-104.

¹⁴ Pour les discours de Khrouchtchev et Shermark au Kremlin, le communiqué soviéto-somalien et les accords de coopération, voir *SSSR i Strany Afriki*, t. 2, p. 295-297 et 303-319.

¹⁵ Lettre de Mogadiscio, le 22-5-61, de l'ambassadeur soviétique, G. Fomin, au directeur du 1^{er} département africain du MID, A.A. Chvedov. GARF, f. R-9576, op. 14, d. 18, l. 78.

les autorités somaliennes annonçaient aux Soviétiques la création d'un bureau spécial chargé de rassembler et gérer toutes les bourses offertes à la Somalie par les pays étrangers.¹⁶ Cela signifiait que les organisations soviétiques non gouvernementales n'étaient plus autorisées à accorder des bourses aux candidats de leur prédilection et que les possibilités offertes par l'Accord de coopération culturelle étaient officiellement restreintes. Quant à la cause de ce revirement, elle ne tenait assurément pas seulement à la propagande occidentale, malgré son impact considérable sur l'opinion publique somalienne. C'était plus encore le fait que les organisations soviétiques non gouvernementales avaient accordé en 1961 soixante et onze bourses d'études aux membres de la « Ligue de la Grande Somalie », parti d'opposition qui était considéré comme progressiste par rapport à la « Ligue des jeunes somalies ».¹⁷ Le gouvernement somalien qui, tout en ayant besoin d'aide pour la formation de cadres, nourrissait dans le même temps de la méfiance quant aux motivations soviétiques, espérait avec la fondation de ce bureau soumettre les échanges éducatifs à son strict contrôle. Ce n'était pas là un cas isolé.

2.3. La politique des bourses

La majorité des gouvernements africains ne cachait pas en effet leur retenue face aux offres de bourses et à la diplomatie culturelle de Moscou. L'intérêt subit de l'Union soviétique pour le continent africain ainsi que le rôle des organisations sociales, théoriquement non gouvernementales, tels le Comité soviétique de solidarité avec les pays afro-asiatiques (SKSSAA), l'Association soviétique d'amitié avec les peuples d'Afrique (SADNA) ou encore le Comité des organisations de jeunesse (KMO) avait alimenté un climat de méfiance. Les stéréotypes véhiculés de l'Occident sur le péril rouge et sur le danger de l'infiltration communiste avaient sans aucun doute contribué au renforcement des soupçons face à Moscou, qui tentait de former, plus que des spécialistes, une génération de jeunes communistes. L'un après l'autre, les états africains créaient des services spéciaux qui s'occupaient de la distribution des bourses – sélection et contrôle des boursiers – et qui donnaient ensuite aux boursiers l'autorisation nécessaire pour leur départ. Les étudiants qui n'étaient pas munis de cette autorisation devaient soit partir « clandestinement » avec le passeport d'un état dont le gouvernement était proche de l'URSS, soit étaient amenés à courir le même danger que ces quatre boursiers dahoméens, lesquels « *le 21 août [1966] au moment où ils partaient pour Moscou pour étudier à l'Université de l'Amitié des Peuples, P. Lumumba, se sont faits sortir de l'avion. ... Cinq minutes avant le décollage, le commissaire de police leur intima de quitter l'avion* ».¹⁸

Les notes de protestation des ministères des affaires étrangères arrivaient très fréquemment aux ambassades soviétiques en Afrique. Elles fustigeaient le plus souvent le rôle des organisations sociales soviétiques et demandaient l'interdiction du recrutement d'étudiants africains à l'UDN, université gérée par des organisations sociales et qui était alors considérée comme le principal foyer d'endoctrinement et,

¹⁶ Copie en russe de l'aide-mémoire, 16-8-1961. Ibid, 1. 182-183.

¹⁷ Note secrète du MID, 12-4-62. RGANI, f. 5, op. 30, d. 398, l. 28-30. Le MID soviétique a recommandé à l'ambassade à Mogadiscio de faire preuve de vigilance quant à ses contacts avec l'opposition somalienne, mais non pas de les suspendre.

¹⁸ « Zapis' besedy s direktorom političeskogo departamenta MIDa Dagomei Žakom Adande, 22-08-1966 g. », A.N. Abramov, ambassadeur de l'URSS au Bénin (ex-Dahomey). GARF, f. R-9606, op. 1, d. 2703, l. 21-22.

qui plus est, comme une université de très bas niveau. La réaction du gouvernement de Maroc était ainsi emblématique de cet esprit :

« Le Gouvernement marocain ne compte pas envoyer des étudiants à l'Université de « l'Amitié des Peuples ».

En effet, l'intérêt qu'il y aurait d'envoyer des étudiants en URSS serait de leur permettre de prendre contact avec les milieux culturels et estudiantins soviétiques, et non pas de se mêler aux étudiants afro-asiatiques ou américano-latins composant l'Université de « l'Amitié des Peuples » et qu'ils peuvent rencontrer dans leurs pays.

Par ailleurs, le Gouvernement marocain ne reconnaît et n'homologue que les diplômes d'Etat et ne fait pas cas des diplômes attribués par des Etablissements privés ou semi gouvernementaux. »¹⁹

Une autre protestation du ministère des affaires étrangères marocain posait les choses de la manière suivante :

« De même qu'il aurait été inadmissible pour les autorités de l'URSS que l'Ambassade Marocaine à Moscou fasse venir au Maroc des étudiants soviétiques sans l'accord de leur gouvernement, il aurait été souhaitable pour l'octroi des bourses d'études en question, que l'Ambassade Soviétique à Rabat prenne l'attache de la Division des Relations Culturelles de ce Ministère, dont l'un des rôles essentiels est justement la coordination des rapports entre les pays étrangers et les milieux universitaires et estudiantins du Maroc. »²⁰

Les enjeux de la formation des cadres africains en Union soviétique étaient différents pour Moscou et pour les états africains et, assurément, diamétralement opposés aux visées politiques des pays occidentaux. A Moscou, on avait la conviction que les boursiers qui arrivaient en URSS et qui étaient choisis par les organisations sociales seraient les plus loyaux des étudiants et qu'ils deviendraient les meilleurs amis de l'Union soviétique. En Afrique, les gouvernements acceptaient volontiers les bourses accordées par l'état soviétique à travers le ministère d'éducation (MVSSO), précisément parce qu'ils pouvaient les accorder à des candidats de prédilection, tandis qu'ils essayaient de contrôler strictement l'octroi des bourses par les organisations sociales. La répartition de ces deux types de bourse était ainsi la suivante au début des années soixante :

¹⁹ Note du Ministère des affaires étrangères marocain, Rabat, 20-10-1960. Arhiv Vnešnej Politiki Rossijskoj Federacii (AVP RF), f. «Posol'stvo SSSR v Marokko », op. 3, papka 3, d. 3 l. 50.

²⁰ Note rédigée à Rabat, le 12-10-1960. Ibid, l. 48-49.

Tableau 3 : Bourses accordées aux pays africains par le Ministère de l'Éducation et par les organisations sociales soviétiques lors des années 1963, 1964 et 1965.²¹

Année	1963	1964	1965
Ministère d'éducation	568	1157	1015
Organisations sociales	368	402	438
TOTAL	936	1559	1453

Les états africains prirent progressivement l'avantage sur les organisations soviétiques quant à la gestion des bourses. Si à la veille des indépendances, il existait alors dans la plupart des pays africains une « société civile », avec laquelle les organisations soviétiques nouaient des contacts, celle-ci avait progressivement été rongée par les régimes postcoloniaux. Par la suite, les associations africaines d'amitié avec l'Union soviétique, les comités africains de solidarité afro-asiatique, les organisations de jeunesse et les autres organisations sociales qui recevaient ces bourses, soit disparaissaient, soit devenaient le plus souvent des « agences » de partis uniques ou des prolongements des ministères africains, à la manière des organisations sociales soviétiques. Ces dernières durent s'accommoder du nouveau *status quo*, attitude qui, d'un côté, diminuait considérablement les frictions avec les régimes africains mais provoquait, de l'autre, le désenchantement des organisations africaines progressistes. C'est ce qui s'est notamment passé au Maroc quand les bourses accordées par l'Association soviétique d'amitié avec les peuples d'Afrique aboutirent à l'organisation de jeunesse du parti de gouvernement, Istiqlal. Les membres de l'organisation progressiste « Union nationale des étudiants marocains », qui étaient souvent exclus des universités marocaines et se voyaient maintenant exclus des bourses soviétiques, protestèrent à l'ambassade soviétique et dénoncèrent cette « démarche opportuniste » qui menaçait la crédibilité de leur organisation.²²

Pour certaines organisations de jeunesse radicales, le rapprochement politique de l'Union soviétique avec des régimes impopulaires et les contacts avec leurs organisations était compromettant. Les attentes des organisations de jeunesse radicales et leurs positions sur les formes que devait prendre la lutte anti-impérialiste se révélaient souvent incompatibles avec l'esprit de la diplomatie soviétique qui, à l'époque de Khrouchtchev, prônait la co-existence pacifique. Cela avait des conséquences sur les relations entre organisations africaines radicales et organisations soviétiques, conséquences qui faisaient souvent surface quand les étudiants africains se trouvaient déjà en URSS.

²¹ «Spravka o raspredelenii stipendij stranam Afriki i Latinskoj Ameriki po linii MVSSO SSSR i obščestvennymi organizacijami v 1963, 1964 i 1965 godah», RGASPI, f. 3M, Komitet Molodežnyh Organizacij SSSR (KMO), op. 5. d. 82, l. 3-5. Je précise que ce tableau présente les bourses que le ministère et les organisations sociales offraient chaque année, ce qui, comme nous l'avons vu, ne correspond pas toujours au nombre d'étudiants qui arrivaient en URSS.

²² « Zapis' besedy s vice-prezidentom nacional'nogo sojuza studentov Marokko Ahmedom Lahlimi i sekretarem Nacional'nogo Bjuro NSSM po kul'turnym voprosam Lareši Mehdi, 9-12-1961 goda », A.I. Kuzymyn, predstavitel' SSODa v Marokko i 2-j sekr. Posol'stva. GARF, f. R-9518, op. 1, d. 511, l. 6-8.

3. Activisme et idéologies des étudiants

3.1. Etudiants africains en URSS : expérience et engagement politique

La génération d'étudiants arrivés en Union soviétique et dans les autres pays socialistes pour étudier dès la fin des années cinquante avait vécu la décolonisation, la période charnière des indépendances et participé très activement aux débats politiques et idéologiques sur le futur de leur pays et du continent africain. Quelques-uns parmi eux s'étaient engagés dans les mouvements de libération nationale en Algérie ou en Angola ou avaient vu leurs pays sombrer dans des crises comme celle du Congo qui avait abouti à l'assassinat de Patrice Lumumba et à la guerre civile. L'expérience de la décolonisation et les espoirs qui se dessinaient pour l'Afrique postcoloniale ont sans aucun doute joué un rôle primordial dans l'engagement politique des étudiants africains.

Les étudiants algériens qui étaient en URSS lors de la guerre franco-algérienne – sept en 1959, vingt-deux en 1960, trente-quatre en 1961²³ – se sont d'emblée engagés en faveur de la libération nationale. Avec les bourses accordées par les organisations sociales soviétiques, ils collectaient de l'argent pour l'achat d'équipement soviétique qui servirait aux organisations syndicales algériennes.²⁴ En même temps, ils saisissaient toutes les occasions qui se présentaient afin de gagner l'URSS à la cause de la libération nationale et d'exiger que le gouvernement de l'Union soviétique reconnaisse officiellement le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA).²⁵ Cette demande, soulevée par beaucoup d'activistes algériens, arabes et africains, fut repoussée jusqu'à la veille de l'indépendance par le gouvernement soviétique qui voulait éviter un conflit avec la France.

Parmi les grandes crises de la période, la guerre civile au Congo eut également un impact considérable au sein de la communauté d'étudiants congolais en URSS, qui comptait, fin 1961, soixante-quatre étudiants. Arrivés en URSS avec les recommandations du leader prosoviétique et lumumbiste Antoine Gizenga, les étudiants congolais se révoltèrent après l'assassinat de Patrice Lumumba et l'ingérence des puissances occidentales qui soutenaient la sécession des provinces minières du pays. En boycottant leurs cours, ils exigèrent « *d'être renvoyés chez eux, où ils avaient l'intention de lutter contre les colonialistes. Ils ont demandé qu'on leur organise des cours d'un mois pour obtenir une formation militaire, qu'on leur apprenne à faire des grenades, à fabriquer de la poudre, à apprendre à tirer, et aussi qu'on leur permette d'envoyer une délégation au Caire pour éclaircir la situation au Congo* ». La situation préoccupait le service du Comité centrale du PCUS et les esprits ne s'apaisèrent finalement que grâce à l'intervention personnelle auprès des étudiants du frère d'Antoine Gizenga qui se trouvait alors à Moscou.²⁶

²³ AVR RF, « Referantura po Alžiru », op. 3, p. 1, d. 5 l. 24. GARF, R-9606, op.1, d. 521, l. 42-43 et d. 1948, l. 1-4.

²⁴ Il s'agissait de l'achat d'une camionnette pour l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). Sur le sujet, voir sa correspondance avec le Conseil central des syndicats soviétiques : GARF, f. R-5451, op. 45, d. 1560, l. 65.

²⁵ Voir le discours de l'étudiant algérien Moustafa Hegadi lors un débat avec d'autres étudiants africains, à Moscou, le 01-12-1958. GARF, f. R-9540, op. 1, d. 22, l. 19.

²⁶ Discours du doyen de l'Institut de l'automobile de Moscou, « Stenogramma zasedanija sekcii predstavitelej ministerstv i vedomstv po rabote s inostrannymi studentami », 14-2-1962. GARF, R-9606, op. 1, d. 1024, l. 59-60.

Les événements qui se déroulaient en Afrique étaient au centre de l'attention des étudiants africains en URSS et constituaient une cause permanente de tensions qui mettaient les autorités soviétiques en position délicate.²⁷ La diaspora des étudiants marocains, tant en Europe capitaliste qu'en Europe communiste, réagit par des manifestations face aux répressions et à la condamnation à mort des membres du parti Union nationale de forces populaires lors des procès de 1963-1964 à Rabat. A Moscou, les étudiants marocains ne constituèrent pas une exception et un groupe de courageux envahit l'ambassade marocaine et occupa une partie du bâtiment, jusqu'à son évacuation par la police. L'ambassadeur marocain demanda à plusieurs reprises l'expulsion par l'URSS de sept étudiants marocains, protagonistes des événements mais le gouvernement soviétique n'y consentit pas. La « sanction » choisie, afin d'éviter le conflit ouvert avec le gouvernement marocain, était de priver ces étudiants de leur bourse d'état, mais tout en leur laissant la possibilité de recevoir une bourse par le biais d'organisations sociales, sur lesquelles le gouvernement soviétique n'avait théoriquement pas d'emprise. Le fait que le Maroc et l'URSS maintenaient à cette époque-là des relations politiques très froides et que Moscou n'envisageait pas le Maroc comme un allié potentiel a sans aucun doute joué un rôle significatif en faveur de l'acquittement des étudiants.²⁸

Cela ne fut pourtant pas le cas pour environ quarante étudiants guinéens qui signèrent une pétition de protestation contre le régime de Sékou Touré, quand le dictateur guinéen – soutenu depuis son avènement au pouvoir par l'URSS et les pays socialistes – réprimait brutalement les manifestations des enseignants et de la jeunesse guinéenne, accusés de complot contre son régime. Après une série de pressions politiques de la part de la Guinée – pressions qui culminèrent avec le renvoi en décembre 1961 de l'ambassadeur soviétique à Conakry, D.S. Solod, accusé d'ingérence dans ce complot – et après un débat « dramatique » entre les représentants de l'ambassade de Guinée à Moscou, des ministères soviétiques et les étudiants accusés, il fut annoncé aux étudiants qu'ils devaient, de manière irrévocable retourner à Conakry. Contrairement aux étudiants marocains qui envahirent l'ambassade de leur pays, les étudiants guinéens qui signèrent la pétition furent victimes des relations stratégiques que l'URSS et les pays socialistes entretenaient avec la Guinée de Sékou Touré. Ce fut également le cas pour les étudiants guinéens en Pologne et en Tchécoslovaquie, tandis qu'un certain nombre de boursiers de la RDA put s'enfuir dans les pays occidentaux.²⁹

L'activisme des étudiants africains en URSS était donc aussi bien lié à l'indépendance nationale qu'à la situation politique postcoloniale au sein de laquelle les étudiants se rangeaient le plus souvent avec les forces les plus radicales. Il s'agissait d'un phénomène diasporique qui concernait les communautés estudiantines

²⁷ J'entends par « autorités soviétiques » notamment : MID, MVSSO, SKSSAA, KMO, Komsomol, SADNA et les établissements d'enseignement.

²⁸ Sur les discussions entre l'ambassadeur marocain en URSS, A. El-Fassi, et les représentants des ministères soviétiques, voir GARF, R-9518, op. 1, d. 512, l. 170-174, 179, 195-199, 231. Il est pourtant probable que les autorités soviétiques, afin d'éviter de se trouver dans une situation embarrassante du fait d'un activisme incontrôlé, avaient transféré quelques protagonistes des événements dans diverses universités provinciales. Les associations d'étudiants marocains en France et en RDA détenaient cette information, mais les autorités soviétiques les infirmèrent. RGASPI, f. 3M, op. 3, d. 32, l. 34, 36 et 145.

²⁹ GARF, f. R-9606, op. 1, d. 1314, l. 31-36. Voir également O.L. Gorbunov, « Dva goda v Gvinee », *Afrika v vospominanijah veteranov diplomatičeskoj služby*, Moscou, Izdatel'skij dom XXI Vek-Soglasie, 2000, p. 45-64. Amadou Booker Sadji, *Le rôle de la génération charnière ouest-africaine. Indépendance et développement*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 264-265.

de Moscou et Berlin, jusqu'à Paris et Londres, où existaient déjà des associations d'étudiants africains très importantes, tels la FEANF (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France) et la WASU (West African Students Union). Pourtant, en Union soviétique et dans les autres pays socialistes, l'activisme des étudiants noirs était lié à des raisons plus « locales », telles qu'en témoignaient les incidents de violence raciale qui avaient lieu dès l'arrivée des étudiants dans les facultés préparatoires.

L'arrivée des étudiants africains dans les pays socialistes ne confirmait en effet pas toujours les principes théoriques de la solidarité internationaliste, tant vantés par la propagande communiste. Le racisme et la discrimination raciale n'étaient pas absents de la société soviétique. Ils constituaient au contraire les raisons principales du regroupement spontané des étudiants autour des organisations, dont le but était, entre autres, la protection de leurs droits et la dénonciation des incidents de violence raciale. De telles organisations avaient été fondées en 1960 et 1961 à Moscou et à Kiev par des étudiants originaires de plusieurs pays d'Afrique subsaharienne qui étudiaient en grande majorité dans les facultés préparatoires de MGU et de KGU.³⁰ La fondation de ces organisations, qui n'étaient ni enregistrées ni officiellement reconnues, signifiait pourtant que l'activisme des étudiants pourrait prendre des dimensions imprévues, difficilement canalisables et assurément négatives pour l'image de l'Union soviétique dans les pays africains et asiatiques.

Les autorités d'accueil étaient informées de la mésentente culturelle et des incidents de violence qui avaient lieu entre étudiants africains, étudiants et citoyens soviétiques. Comme le rapportait un responsable du Komsomol d'Ukraine « *une situation particulièrement malheureuse s'est produite à Kiev* » où les étudiants africains protestaient contre la discrimination raciale et les « *fréquents cas d'attaques violentes à l'encontre des étudiants africains* ». « *Après le cas de l'attaque bien connue de l'année dernière, qui a abouti à la manifestation, les attaques de voyous (huliganskije vyhodki) ne se sont pas arrêtées. Très récemment, le 1^{er} mai des voyous ont battu deux étudiants de Basutoland, un événement qui provoqué la brusque détérioration des relations entre les étudiants étrangers et nos étudiants. [...] Bien qu'à Odessa et à Kharkov, il n'y ait pas au sein des étudiants étrangers cette atmosphère tendue, les cas d'attaques physiques, de comportements grossiers et brutaux de la part de nos citoyens et étudiants, sont pourtant loin d'être des cas isolés* ».³¹

Les autorités soviétiques admettaient au plus haut niveau l'existence de graves problèmes et rassuraient les ambassades africaines sur les mesures prises. « *Les organes soviétiques compétents prennent des mesures sévères contre ces citoyens soviétiques délinquants qui commettent des actes outrageants contre les citoyens des états africains. En 1962 les organes soviétiques de justice ont notamment poursuivi pour responsabilité pénale et sévèrement puni cinq citoyens soviétiques qui ont commis des attaques hooligans contre les étudiants africains* ».³² Les autorités soviétiques n'avaient pourtant jamais reconnu que la cause de ces incidents de

³⁰ KGU (Kievscij gosudarstvennyj universitet) est l'Université d'état de Kiev. Sur l'association des étudiants africains qui était créée à Kiev, voir « O nedostatkah raboty s inostrannymi studentami v vuzah Ukrainskoj SSR », 30-10-1961, Galičev, RGASPI, f. 1M, op. 46, d. 293, l. 144. Sur celle de Moscou, voir Mazov, *Afrikanskije studenty*, p. 90.

³¹ « Spravka o rabote komsomol'skij organizacij Ukrainskoj SSR s nostrannymi studentami », 11-6-1962, RGASPI, f. 1M, op. 46, d. 310, l. 103-104.

³² Copie de la réponse Ministère des affaires étrangères de l'URSS à une note de l'ambassade du Ghana, juin 1963, GARF, f. R-9518, op. 1, d. 545, l. 233.

violence était le racisme, phénomène qui était théoriquement définitivement éradiqué de la société soviétique socialiste.

Les relations entre les étudiants africains et les organisations soviétiques passèrent par des crises sérieuses suite à la mort de plusieurs étudiants dans des conditions qui demeurent encore sombres. A Kiev, un étudiant de Basutoland, Liphapang Molapo, boursier du SKSSAA, avait trouvé la mort. Survenu en 1962, l'incident suscita les protestations des étudiants africains contre la violence raciale et alimenta des sentiments antisoviétiques au sein de l'association d'étudiants venant du Basutoland, sentiments qui ne s'apaisèrent pas malgré l'arrivée à Kiev d'une délégation du Parti de Congrès du Basutoland pour enquêter sur la situation.³³ En décembre 1963, un étudiant ghanéen de l'Institut médical de Kalinine, Edmund Assare-Addo, fut trouvé mort sur un chemin de terre aux alentours de Moscou. Après son autopsie, les autorités annoncèrent qu'Assare-Addo avait trouvé la mort à cause du froid, se trouvant lui-même en état d'ivresse, explication que les étudiants africains contestèrent en soutenant la thèse qu'il s'agissait d'un crime à motivation raciale. A l'instigation des étudiants ghanéens – qui étaient déjà rassemblés à Moscou afin de protester auprès de leur ambassade pour des questions matérielles – une manifestation à laquelle participèrent 500 à 700 étudiants africains contre le racisme en Union soviétique fut organisée sur la Place Rouge. L'événement, qui a fait le tour du monde, était emblématique du désenchantement des étudiants africains en URSS, en même temps qu'il avait un impact négatif pour l'image de l'Union soviétique en tant que pays d'accueil des étudiants de pays de couleur.³⁴ En mars 1965, un autre incident tragique vint détériorer le climat entre étudiants et autorités soviétiques. De nouveau, il s'agissait de la mort d'un étudiant ghanéen, George Daku, à Baku cette fois-ci, dans des conditions inexplicables. L'incident provoqua la fureur et finalement le départ d'Azerbaïdjan soviétique de 29 étudiants kenyans et attira l'attention de la presse internationale.³⁵

3.2. La Fédération des étudiants africains en Union soviétique (FASSS)

Le fait que l'activisme des étudiants devenait incontrôlable et qu'il tendait à dégénérer dans des manifestations antisoviétiques alarmait les autorités soviétiques qui cherchèrent à l'encadrer et à le canaliser. Face aux organisations africaines non officielles, spontanément créées, et face aux associations nationales (*zemljačestva*) reconnues officiellement mais le plus souvent contrôlées par les ambassades africaines, telle l'association des étudiants ghanéens ou celle des étudiants égyptiens, les autorités soviétiques favorisèrent la fondation de la Fédération des étudiants africains en Union soviétique (FASSS). La FASSS, organisation de statut non officiel, fut fondée le 18 mars 1962, sans congrès démocratique, par un petit groupe de représentants d'associations nationales des étudiants africains à Moscou. L'étudiant camerounais Kamin Tsapéiou, boursier du SKSSAA, participant de la première

³³ La date précise et les détails de l'événement ne sont pas très clairs. Le SKSSAA garda le silence et tenta de calmer les esprits, sans pourtant avancer une explication qui aurait montré qu'il ne s'agissait pas d'un meurtre. Sur l'événement, voir GARF, f. R-9540, op. 1, d. 137, l. 24-27, 34-35, 38, 41, 44, 51-52, 60.

³⁴ Julie Hessler, « Death of an African student in Moscow. Race, politics, and the Cold War », *Cahiers du Monde russe* 47/1-2, janvier-juillet 2006, p. 33-64.

³⁵ « Zemljačestvo studentov Gany », 1965, RGASPI, f. 1M, op. 46, d. 342, l. 13. « Informacija o zemljačestvah učaščihcja iz stran Afriki v Sovetskom Sojuze », sekretno, RGASPI, f. 3M, op. 3, d. 33, l. 139. Voir également un aperçu des réactions de la presse étrangère : *ibid*, op. 3, d. 39, l. 31-35.

conférence soviétique de solidarité avec les peuples d'Asie et d'Afrique, fut « élu » premier secrétaire général, ayant la confiance et le soutien des autorités soviétiques.³⁶ La FASSS était censée représenter les étudiants africains de l'Union soviétique, tant à l'intérieur de l'URSS, qu'à l'étranger. A l'étranger, elle devait envoyer des délégués aux conférences panafricaines et internationales afin de répandre une bonne image de l'Union soviétique et de la coopération soviéto-africaine et d'empêcher la diffusion d'images négatives, ce qui était souvent le cas.³⁷ A l'intérieur, la FASSS était censée prévenir les protestations et amortir les conflits entre étudiants africains et les autorités soviétiques, comme elle avait essayé de le faire après la mort d'Assare-Addo en dénonçant officiellement la manifestation qui avait eu à la Place Rouge et ainsi que ses slogans.³⁸

La FASSS ne put néanmoins accomplir sa « mission » et faire autorité au sein des étudiants africains en URSS. Elle avait immédiatement été critiquée pour ses positions prosoviétiques par plusieurs associations, tandis que Kamin Tsapéïou avait été destitué lors du premier congrès qui eut lieu à Moscou en octobre 1963. Le congrès avait élu un nouveau secrétaire général, l'étudiant kenyan Moroua Mofuoko et un nouveau comité exécutif, dominé par des étudiants maoïstes, très proches de la FEANF. Après une série de séances fermées tant aux représentants des organisations soviétiques qu'aux représentants des ambassades africaines, le congrès vota une série de déclarations de soutien à la politique internationale chinoise tandis qu'il rejeta une résolution de soutien au Traité de Moscou pour l'interdiction partielle des essais nucléaires, traité constamment dénoncé par la propagande chinoise. Initialement conçue comme une association qui devait partager les « thèses soviétiques progressives », la FASSS tombait dans les mains d'« éléments de la gauche-sectaire » (*levo-sektanskije elementy*), qui lui imposaient ainsi une nouvelle ligne politique.³⁹

Le conflit entre la nouvelle FASSS et les organisations soviétiques fit surface lors du « Forum mondial de solidarité de la jeunesse et des étudiants au combat pour l'indépendance nationale et la paix » qui avait été inauguré à Moscou en septembre 1964 par Nikita Khrouchtchev. Le vice-président de l'Union des étudiants africains en Europe et membre du comité exécutif de la FASSS, Léopold Agboton, « a établi d'étroits contacts avec les membres de la délégation chinoise » et soutenu ouvertement « les position des Chinois au forum ». Le secrétaire général de la FASSS, Moroua Mofuoko, « a confirmé, que le PCUS ne soutient soit-disant pas la lutte révolutionnaire au Vietnam, en Corée et au Congo et [ajouté] que la Chine constitue l'espoir unique d'une libération des peuples ». Un autre membre du comité central de la FASSS, le Sénégalais Ismail Youssouf, étudiant à l'UDN, « a essayé d'intervenir sans qu'on lui accorde la parole » et de « raconter sur les difficultés et “mauvaises conditions de vie” des étudiants africains en URSS, se plaignant de ce que le KMO ne prend pas en considération la FASSS et ne répond pas à ses appels ». Des rumeurs qui circulaient sur une manifestation devant l'ambassade américaine et d'autres ambassades occidentales à Moscou organisée par les délégués et les étudiants africains afin de protester contre les interventions au Congo et au Vietnam

³⁶ « Informacija o Federaciji Afrikanških Studentov v Sovetskem Sojuze (FASSS) nakanune 2-go kongressa », RGASPI, f. 3M, op. 3, d. 33, l. 14-21. Et sur la participation de Kamin Tsapéïou à la conférence, de 10 au 12 octobre 1960: GARF, f. R-9540, op. 1, d. 52, l. 9-16.

³⁷ Sadji, *Génération charnière*, 262.

³⁸ « Zajavlenie Afrikanških studentov v SSSR », FASSS, RGASPI, f. 3M, op. 3, d. 37, non numéroté.

³⁹ « 1-j Kongress Afrikanških Studentov v Sovetskem Sojuze », RGASPI, f. 3M, op. 3, d. 37, non numéroté.

complétaient l'image d'un activisme noir qui échappait au contrôle des organisations soviétiques.⁴⁰

Après le bilan négatif du Forum et à l'approche du deuxième congrès de la FASSS, un travail systématique fut entamé par le KMO et le Komsomol en vue de renverser les « éléments de la gauche-sectaire ». Ce travail consistait pour la FASSS à intégrer des associations nationales qui étaient jusqu'à là restées l'écart – telles les associations des étudiants arabes –, à soutenir des associations « progressives » et prosoviétiques, ainsi qu'à organiser des débats explicatifs (*ob'jasnitel'nye diskussii*) avec les dirigeants des associations, prolongés à la résidence de vacances « Eločka »... Ce travail porta ses fruits et lors du deuxième congrès de la fédération en février 1965, les délégués prosoviétiques étaient majoritaires dans le nouveau comité exécutif. L'influence de l'ancienne direction demeurait pourtant encore très forte, ce qui empêchait le vote de résolutions de soutien à la politique internationale de l'URSS. D'après les estimations des organisations soviétiques « les organisations nationales des étudiants africains s'étaient divisées en deux groupes de taille presque identique », le groupe progressif et le groupe de la gauche-sectaire. En tout état de cause le deuxième congrès marquait un tournant significatif tant pour l'identité politique de la fédération que pour ses relations avec les organisations soviétiques.⁴¹

Ce tournant fut accompli avec le troisième congrès qui eut lieu à Moscou en janvier 1967 en présence d'environ 350 délégués de plusieurs villes de l'Union soviétique ainsi que d'observateurs étrangers. D'après un rapport officiel c'était « la première fois depuis que la FASSS existe que son congrès a eu lieu dans une atmosphère de bienveillance particulière et de confiance envers les organisations soviétiques et entre les associations elles-mêmes ». Le congrès était le premier à accorder un grand intérêt aux questions académiques, tandis que sur le front politique, on soulignait « l'absence totale de tendances prochinoises ». L'aile maoïste, représentée par les étudiants africains francophones, originaires de l'Afrique occidentale et très proches de la FEANF en France, se retrouva isolée et quitta finalement les travaux du congrès. Le congrès adopta une série de résolutions qui étaient en parfaite conformité avec la politique internationale de l'URSS et il évita certaines résolutions tranchantes « lesquelles auraient pu porter atteinte aux relations officielles entre l'URSS et quelques états africains ». La FASSS, sortie du troisième congrès, répondait apparemment aux attentes des organisations soviétiques, tant à l'intérieur de l'URSS que sur la scène internationale. Le Ministère d'éducation et les organisations sociales décidèrent de la récompenser en prévoyant un budget spécial afin de l'aider au niveau matériel et technique à organiser son quatrième congrès. Le rôle de FASSS fut aussi réévalué au niveau international. Son travail devait désormais se focaliser plus résolument sur l'ensemble de la diaspora des étudiants africains en Europe afin de contrecarrer l'influence de la FEANF maoïste et de s'y substituer au sein de l'Union des étudiants africains en Europe. Elle était, ce faisant, censée donner le paradigme idéologique et coordonner l'activisme des étudiants africains tant en Europe communiste qu'en Europe capitaliste.⁴²

⁴⁰ Rapports quotidiens du KGB sur le Forum: RGANI, f. 5, op. 30, d. 456, l. 41-61.

⁴¹ « Informacija o 2-om kongresse Federacii Afrikanških Studentov v SSSR », 22-2-65, V. Iličenko, otv. sekretar', E. Abolin, zav. otdelom stran Azii i Afriki Obščesojuznogo Soveta po delam inostrannyh učaščihcja, RGASPI, f. 3M, op. 3, d. 33, l. 30-35. « Otčet o rabote s gruppaj rukovoditelej zemljačestv inostrannyh studentov, obučajuščihcja v SSSR, v dome otdyha "Eločka" », ibid, l. 22-24.

⁴² « Informacii ob itogah raboty 3-go kongressa Federacii Afrikanških Studentov v SSSR », M. Žuravleva, V. Jarovoj, V. Šostakovskij, B. Ufijcev, E. Abolin. Et « O provedenii 4-go kongressa Federacii Afrikanških Studentov v SSSR », 25-12-67, N. Sofinskij, RGASPI, f. 3M, op. 3, d. 274, l. 70-75 et l. 214-216.

Conclusion

L'activisme des étudiants africains en Union soviétique ne s'arrêta pas avec ce troisième congrès de la FASSS. Les étudiants continuèrent à s'engager en faveur des mouvements de libération nationale et contre les régimes dictatoriaux qui se multipliaient en Afrique postcoloniale. Ils protestaient contre l'impérialisme occidental en Angola, au Mozambique ou au Vietnam, contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud. Ils continuèrent à envahir leurs ambassades, à dénoncer des régimes autoritaires souvent soutenus par l'URSS et les pays socialistes, à protester contre les incidents de violence raciale dont ils étaient victimes dans plusieurs républiques soviétiques.

L'activisme des années soixante-dix fut néanmoins moins radical que celui des années soixante. Les organisations soviétiques réussirent à exercer une influence considérable sur la FASSS, en même temps qu'elles prirent de nombreuses mesures pour améliorer les conditions de vie des étudiants. Les états africains parvinrent également davantage à contrôler l'envoi d'étudiants en URSS, tandis que leurs ambassades à Moscou élargirent leur coopération avec le MVSSO et avec les étudiants eux-mêmes afin de promouvoir en commun leurs revendications, lesquelles avaient de plus en plus un caractère académique ou matériel. Si la première génération d'étudiants africains en URSS était caractérisée par son engagement actif dans la bataille politique et idéologique pour l'avenir du continent africain, la seconde était plus concernée par les questions d'études et de carrière professionnelle, avec pour cadre de référence l'état national africain.

L'arrivée des étudiants africains en Union soviétique dès la fin des années cinquante constitua à cet égard un moment extrêmement important dans l'histoire du mouvement étudiant africain. Les associations d'étudiants créées à Kiev, à Leningrad ou à Moscou, telle la FASSS, regroupaient des représentants de quasiment tous les pays du continent africain. Contrairement à la FEANF en France, qui regroupait en grande majorité les ressortissants de l'Afrique francophone et à la WASU en Angleterre, qui regroupait les étudiants de l'empire britannique, la FASSS était une organisation qui brisait les frontières coloniales et réunissait aussi bien des francophones, anglophones et lusophones, pour ne citer qu'eux. Même si l'héritage des découpages coloniaux et leur empreinte sur la situation politique postcoloniale se reflétaient inévitablement au sein de la FASSS, il n'empêche qu'elle devint une fédération qui représentait la majorité des nations africaines et qui exprimait résolument son adhésion à la cause de l'unité africaine. Le mouvement de solidarité de la jeunesse africaine trouva ainsi un nouvel élan sur le sol soviétique grâce à la rencontre d'étudiants venus notamment de tous les coins d'Afrique. La fondation d'un Comité de solidarité afro-brésilien par des étudiants lusophones de l'UND témoignait de sentiments d'appartenance à la communauté raciale et culturelle africaine et de la solidarité historique entre les peuples noirs qui avaient été, pendant des siècles, séparés par l'océan atlantique du fait de l'impérialisme européen.⁴³

⁴³ Sur le Comité de solidarité afro-brésilien (Afrikano-Brasil'skij Komitet Solidarnosti - ABKS), voir la lettre du 10-02-1963 signée par un étudiant angolais et un étudiant brésilien de l'UDN qui annoncent sa fondation : RGASPI, f. 3M, op. 3, d. 28, l. 615.

Contrairement aux attentes des autorités soviétiques, les solidarités raciales ou culturelles l'emportèrent nettement sur la solidarité de classe. Si le projet initial soviétique visait à la formation d'un vaste mouvement de jeunesse afro-asiatique prêt à lutter contre l'impérialisme occidental en adoptant les thèses de la patrie du socialisme réel, ce projet fut loin de faire l'unanimité. La plateforme politique proposée par l'URSS fut vite sapée par des idéologies alternatives telles le panafricanisme, le panarabisme et notamment le maoïsme avec ses slogans raciaux. L'expérience des étudiants africains en Union soviétique joua également un rôle catalytique en faveur de la formation des premières associations sur la base des intérêts de la communauté des étudiants noirs. La formation d'associations africaines témoignait de l'échec du projet soviétique, provoquant les réactions, par trop caractéristiques du président du Comité soviétique de solidarité avec les pays afro-asiatique : « *Ils [les étudiants africains] mangent le pain et le sel de notre peuple soviétique et nous ne pouvons pas rester neutres. [...] l'association africaine les conduit nettement du côté nationaliste. L'Afrique et c'est tout ! Et parfois ils oublient qu'il existe une solidarité entre les peuples* ». ⁴⁴ Malgré leur déception, les autorités soviétiques durent tolérer *de facto* la division du mouvement afro-asiatique avec la création de la FASSS et, plus tard, de l'Union des organisations d'étudiants arabes en URSS (SOSAS). Par ailleurs, l'existence d'un grand éventail d'organisations politiques, idéologiques, ethniques et même religieuses – telle l'organisation étudiante des Frères musulmans –, confirmait le fait que la « libre » adhésion des étudiants à la plateforme politique prônée par Moscou restait illusoire. ⁴⁵

L'expérience des étudiants africains en Union soviétique ne peut pas se réduire à leur activisme et aux seules associations politiques. Cette expérience eut une importance particulière du seul fait que les étudiants africains traversaient fréquemment les frontières de la Guerre froide Est-Ouest. Ils voyageaient en Europe occidentale pour passer les vacances avec des membres de leur famille émigrés en Europe, rendaient visite à leurs collègues de l'autre côté du rideau de fer, participaient aux conférences et aux congrès politiques de leurs associations, nationales ou panafricaines. Cette mobilité de personnes et d'idées entre l'Europe communiste et l'Europe capitaliste témoignait d'un phénomène qui, tout au long de la Guerre froide, concernait beaucoup plus les étudiants africains que leurs collègues occidentaux ou soviétiques. Au final, et ce n'est pas le moindre paradoxe de la Guerre froide, les étudiants africains furent plus aptes à juger des deux systèmes que n'importe quel autre étudiant. Un paradoxe qui était en même temps un avantage incontournable pour cette jeunesse africaine formée dans les pays socialistes.

Au-delà des projets politiques et des conflits idéologiques, la contribution de l'Union soviétique à la formation de cadres nationaux était d'une énorme importance tant pour les états que pour la jeunesse africaine. Pour la jeunesse africaine, la contribution de l'URSS signifiait une multiplication d'occasions leur permettant d'accéder à une éducation supérieure et de recevoir une éducation, en général, d'un niveau très élevé. Pour les états africains, le déploiement de la politique soviétique multipliait les possibilités de promouvoir leurs intérêts aux interstices de la rivalité

⁴⁴ Discours de Mirzo Tursun-Zadé devant le présidium du SKSSAA, 20-8-1962. GARF, f. R-9540, op. 1, d. 110, l. 81.

⁴⁵ Sur les Frères musulmans soudanais voir, RGASPI, f. 3M, op. 3, d. 33, l. 144. Sur la SOSAS (Sojuz Organizacij Studentov arabskih stran v SSSR), les Frères musulmans égyptiens, ainsi que les autres organisations d'étudiants arabes en URSS, voir RGASPI, f. 3M, op. 8, d. 604, l. 82-93.

Est-Ouest, de bénéficier d'un partenariat politique, économique ou scientifique avec l'URSS afin de contrecarrer l'influence des pays occidentaux et de pouvoir négocier avec eux en meilleurs termes. Dans le monde bipolaire qu'était celui de la Guerre froide, l'engagement de l'Union soviétique en faveur de l'Afrique fut extrêmement bénéfique, aussi bien pour les états que pour la jeunesse.

Constantin Katsakioris
EHESS, Paris
kkatsakioris@yahoo.com